

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Orléans, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSG INDUSTRIE

ZI Route de Tours
36500 BUZANCAIS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement PSG INDUSTRIE implanté ZI Route de Tours 36500 BUZANCAIS. L'inspection a été annoncée le 16/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSG INDUSTRIE
- ZI Route de Tours 36500 BUZANCAIS
- Code AIOT dans GUN : 0010000591
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement est une usine de traitement de surfaces

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente visite du 22 juin 2021
- Prévention de la pollution de l'eau
- Prévention du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Programme de surveillance	AP Complémentaire du 30/06/2015, article 2.3.2	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.4.5	/	Sans objet
Zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.3	/	Sans objet
Valeur limites du rejet	AP Complémentaire du 11/12/2007, article 2	/	Sans objet
Ruissellement des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des rejets du débourbeur-déshuileur	AP Complémentaire du 30/06/2015, article 3.1	/	Sans objet
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.1.2.1	/	Sans objet
Plan des canalisations	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.1.2.4	/	Sans objet
Nature des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.1.3.1	/	Sans objet
Clôture	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.4.1	/	Sans objet
Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.8.2	/	Sans objet
Matériel de lutte	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.8.4	/	Sans objet
Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

2-4-1) Suites de la précédente visite du 22 juin 2021

Nom du point de contrôle : Programme de surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2015, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
Prescription contrôlée : Pour les paramètres figurant dans les tableaux de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/06/2015, l'exploitant fait réaliser des mesures par un organisme agréé ou accrédité, selon les fréquences indiquées.
Constats : La fréquence des analyses sur les rejets atmosphériques de l'établissement n'est pas respectée. L'exploitant fournira le dernier rapport d'analyse des rejets atmosphériques. De plus, s'il souhaite modifier des prescriptions de son arrêté préfectoral, l'exploitant déposera un projet de modification à la connaissance en préfecture avec tous les éléments d'appréciation.
Observations : Constat du 22/06/2021: Les analyses sur les rejets atmosphériques n'ont pas été effectuées depuis la dernière visite d'inspection. Une commande a été passée à la société Bureau Véritas le 12 avril 2021. NC1 VI 22/06/2021: La fréquence des analyses sur les rejets atmosphériques de l'établissement n'est pas respectée. L'exploitant précise que son prestataire n'a pas pu intervenir en 2021. Il présente un mail du 15 octobre 2021 dans lequel le prestataire explique ne pas avoir traité la demande de l'exploitant et ne pas pouvoir assurer la prestation en 2021. L'exploitant explique avoir sollicité oralement l'organisme de contrôle pour l'année 2022 qui lui aurait précisé pouvoir intervenir pendant la période estivale. Il explique également que le cadre réglementaire sur les rejets atmosphériques s'appliquant à son site n'est plus adapté à son process.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément aux normes françaises qui lui sont applicables. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.
Constats : L'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
Observations : Constat du 22/06/2021: Les installations électriques de l'établissement ont été vérifiées par la société CCS le 30 juin 2020 et le 1er juillet 2020. Le rapport rédigé suite à cette vérification fait apparaître 7 observations dont 4 récurrentes. NC2 VI 22/06/2021: Les installations électriques de l'établissement ne sont pas maintenues en bon état.. L'exploitant présente un document Q18 pour une intervention des 14 et 15 septembre 2021. Celui-ci précise que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Une observation est responsable de cet état de fait et a été constatée pour la première fois en 2021 (installer une protection contre les surintensités sur le conducteur neutre avec coupure et simultanée en amont du circuit coffret PC). L'exploitant explique avoir fait changer le matériel la semaine précédent le contrôle (Bon de livraison du matériel du 23 juin 2022).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Zones de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant définit les zones pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques de par la présence des produits stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosibles ou nocives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Les zones de dangers sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
Constats : Les potentielles zones de danger de l'établissement ne sont pas recensées.
Observations : Constat du 22/06/2021: L'exploitant n'a pas recensé les potentielles zones de danger au sein de son établissement. NC3 VI 22/06/2021: Les potentielles zones de danger de l'établissement ne sont pas recensées. L'exploitant explique qu'un état des lieux a été effectué à ce sujet et a mené à la conclusion que l'établissement ne recensait pas de potentielles zones de danger et qu'il n'y avait donc pas de plan définissant ces zones de dangers. Il précise également ne pas délivrer de permis feu car il n'y a pas de travail par points chaud effectués sur le site par des prestataires externes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeur limites du rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/12/2007, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limites du rejet
Prescription contrôlée : L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques figurant dans l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 11/12/2007
Constats : Les rejets de la station de traitement des effluents industriels présentent un dépassement de la valeur limite de rejet du pH. Si l'exploitant souhaite modifier des prescriptions de son arrêté préfectoral, il déposera un porter à connaissance en préfecture avec tous les éléments d'appréciation.
Observations : Constat du 22/06/2021: Le rapport d'analyses de la société SGS pour le mois de mars sur les rejets de la station montre une valeur de pH de 8,9. Ces dépassements de la valeur de pH sont récurrents. NC4 VI 22/06/2021: Les rejets de la station de traitement des effluents industriels présentent un dépassement de la valeur limite de rejet de pH. L'exploitant présente un rapport d'analyse des eaux pour une intervention du 30 au 31 mars 2022. Les résultats montrent des dépassements des valeurs limites pour le pH (9,1 au lieu de 8,5). Les autres valeurs limites sont respectées. Il explique également vouloir modifier la valeur limite du pH.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

2-4-2) Prévention de la pollution de l'eau

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets du débourbeur-déshuileur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2015, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets du débourbeur-déshuileur
Prescription contrôlée : Les rejets aqueux issus du débourbeur-déshuileur traitant les eaux de voiries du site, feront l'objet d'analyses annuelles qui porteront sur les paramètres suivants : HCT, MES, PH, DCO, DBO5, Température, Turbidité.
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant présente à l'inspection deux rapports d'analyses sur les rejets aqueux issus du débourbeur-déshuileur (un du 13/12/2021 et un du 10/12/2020) portant sur les paramètres suivants : HCT, MES, PH, DCO, DBO5, Température, Turbidité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ruissellement des eaux pluviales

Référence réglementaire : AM du 30/06/06, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Ruissellement des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.
Constats : Les eaux pluviales du site ne sont pas contrôlées qualitativement.
Observations : L'inspection constate l'absence de mesure de qualité sur les eaux pluviales seules.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : Conforme
Observations : Lors de la visite du site, l'inspection ne constate pas la présence de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols non associé à une capacité de rétention adaptée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan des canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des canalisations
Prescription contrôlée : Un plan des réseaux de collecte des effluents, des canalisations de transport de produits dangereux faisant apparaître notamment : les secteurs collectés, les points de branchement, l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, regards, avaloirs, poste de relevage, poste de mesure, vannes manuelles et automatiques, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, isolement de la distribution alimentaire,...), les bassins de confinement, les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté.
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant présente un plan des réseaux de collecte des effluents, des canalisations de transport de produits dangereux faisant apparaître les éléments demandés daté du 25/01/2006. L'exploitant explique qu'il n'y a pas eu de modifications notables depuis cette date.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nature des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des effluents
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales (Epp),de ruissellement (Er) et les eaux industrielles (EI) susceptibles d'être polluées (eaux de parking...) devront être raccordées à un bac débourbeur déshuileur.
Constats : Conforme
Observations : D'après le plan des canalisations du site daté du 25/01/2006, l'inspection constate que les eaux pluviales (Epp),de ruissellement (Er) et les eaux industrielles (EI) susceptibles d'être polluées (eaux de parking...) sont raccordées à un bac débourbeur déshuileur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

2-4-3) Prévention du risque incendie

Nom du point de contrôle : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement protégé contre les intrusions (clôture).
Constats : Conforme
Observations : Lors de la visite du site, l'inspection constate la présence d'une clôture permettant de protéger le site contre les intrusions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les commandes des exutoires de fumées seront positionnées à proximité des sorties et seront facilement accessibles.
Constats : Conforme
Observations : Lors de la visite du site, l'inspection constate que les commandes des exutoires de fumées sont positionnées à proximité des sorties et sont facilement accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Matériel de lutte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel de lutte
Prescription contrôlée : Des extincteurs adaptés au risque à défendre, en nombre suffisant, doivent être placés dans des endroits facilement accessibles et s'assurer trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue et en bon état extérieur. Un RIA normalisé sera installé.
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant présente un rapport d'intervention du 06 décembre 2021. Celui-ci précise que 3 RIA (sur 3) sont en bon état et fonctionnels. Il présente également un Q4 du 06 décembre 2021 précisant que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1998, article 3.5.12
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant présente une analyse risque foudre daté du 23 juillet 2019 concluant qu'aucun dispositif de protection contre la foudre n'est nécessaire sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet